

12^{es} Rencontres d'Interaction Pauvreté & Précarité



Six ans séparent les deux dernières éditions des Rencontres d'Interaction de l'étude Pauvreté & précarité. Depuis 2016, le monde a bien changé. À peine sorti d'une crise sanitaire majeure et confronté à une profonde crise économique, le portrait de la pauvreté et de la précarité a été redessiné. L'Ain, département riche et attractif, mais contrasté, n'est pas épargné par ces évolutions qui rendaient indispensable une nouvelle mise à jour de l'étude.

DOSSIER **CHRISTOPHE MILAZZO**
ANNICK PUVILLAND

Les huit pages qui suivent n'ont pas pour ambition de reprendre exhaustivement le travail considérable mené pendant des mois ou de retranscrire toute la richesse des conclusions, des échanges et des interventions du 8 décembre 2022. Ce dossier est plutôt un tour d'horizon, une séance de rattrapage des temps forts pour saisir la dynamique du projet, l'ambiance de la journée, les grands enseignements et les phrases chocs.

Les 12^e Rencontres d'Interaction

PAUVRETÉ & PRÉCARITÉ
DANS L'AIN 2022



Mots pour
maux

“

Jean Deguerry, président du Conseil départemental de l'Ain

Le Conseil départemental est convaincu que sortir durablement de la précarité implique le retour à l'emploi. Une des priorités du mandat est le dispositif RSA-bénévolat. Il peut être un tremplin pour remettre le pied à l'étrier des personnes sorties du travail.



“

Cécile Bigot-Dekeyser, préfète de l'Ain

En période de crise, il faut des outils renforcés, mais aussi une politique structurelle contre les poches de précarité durable. Il faut toujours chercher à adapter, à innover. La stratégie nationale de lutte contre la pauvreté a induit un changement de méthode qui ne se traduit plus par des mesures prises depuis Paris, mais des actions décidées collectivement, sur le terrain. Des projets nouveaux comme la plateforme Val Horizon pour les bénéficiaires du RSA ou le projet Robinson porté par Tremplin illustrent cette volonté d'expérimentation.



“

Guillaume Beurepaire, directeur général d'Alfa3a

Cette troisième étude montre la constance de l'engagement de tous les acteurs sur le sujet de la pauvreté, de la précarité qui prend un relief particulier avec les effets de l'inflation et la crise énergétique



Un engagement collectif
Des échanges actifs

Au fil des discussions, des conférences et des tables rondes, les rencontres d'Interaction ont montré la volonté des acteurs du secteur social de travailler ensemble pour établir le bon diagnostic et apporter des réponses adaptées à la pauvreté et la précarité.

Ils étaient nombreux à avoir rejoint Péronnas le 8 décembre pour ces douzièmes rencontres d'Interaction. Travailleurs sociaux, élus, personnes en situation de pauvreté : tous étaient concernés et motivés par la perspective de découvrir les conclusions de la troisième édition de l'enquête pauvreté précarité et d'échanger sur ces sujets. « Cette journée témoigne d'un véritable intérêt pour cette question par les acteurs publics, les professionnels, ainsi que les personnes en situation de pauvreté », pense Florence Nussbaum, maître de conférence en géographie à Lyon 3 et co-auteur de l'étude avec Franck Ollivon.

Trois conclusions marquantes

Pour elle, trois leçons se dégagent de l'étude. Tout d'abord, la crise a eu des effets modérés dans l'Ain dans l'ensemble, même si la situa-

tion de certains publics s'est encore dégradée.

Ensuite, la crise que traverse le secteur social est profonde. Il est difficile de recruter, de trouver des places en structure et les salariés en poste sont éprouvés. Cette réalité peut aggraver les situations si, comme le résume Florence Nussbaum, « quand vous commencez à tomber, il n'y a personne pour vous rattraper ».

Enfin, l'étude a relevé que les personnes en situation de pauvreté connaissent souvent des parcours chaotiques. Ils sont marqués par des changements fréquents de résidences, de situation professionnelle ou personnelle qui compliquent la sortie de la pauvreté. Toutefois, les chercheurs insistent sur le pouvoir d'agir des personnes fragiles. En l'absence de réponse institutionnelle, elles mobilisent des formes de débrouille, de solidarité. ■

Les nouveaux visages de la pauvreté

Fidèle aux Rencontres d'Interaction Pauvreté et précarité, Serge Paugam, sociologue, directeur de recherche au CNRS et directeur d'études à l'EHESS*, a apporté son éclairage sur la disqualification sociale et son impact sur les liens sociaux.

Serge Paugam

L'état des lieux de la pauvreté et précarité dans l'Ain révèle un département certes prospère économiquement et attractif mais aussi très hétérogène selon les territoires, rappelle Serge Paugam. Être pauvre au sein d'une zone riche telle que le Pays de Gex est plus difficile et stigmatisant. La précarité diffère aussi entre milieu urbain, quartiers prioritaires, milieu rural. La pauvreté a de multiples visages. Au-delà de la définition qu'en donnait au début du XX^e siècle Georg Simmel — « Ce n'est qu'à partir du moment où ils sont assistés (...) qu'ils deviennent membres d'un groupe caractérisé par la pauvreté » — apparaît aujourd'hui un « halo de la pauvreté », avec des personnes proches ou sorties de la condition d'assistés, et encore des situations de non-accès aux droits.

Paradoxe de l'assistance : être assisté est un droit mais est stigmatisant. Demander de l'aide est difficile.

Le défi du travail social

Difficile aussi de « vivre dans l'insécurité permanente qu'implique le fait de dépendre d'une institution d'action sociale pour sa survie », signe qu'on ne pouvait plus compter sur les protections autres, les solidarités familiales, de proximité, professionnelles... Être pauvre renvoie à une infériorité sociale, source de souffrances, de

perte de confiance en soi, de sentiment de ne compter pour personne. « **Déficit de protection et déni de reconnaissance sont au cœur du processus de disqualification sociale. Le défi du travail social est d'intervenir pour les éviter.** »

Serge Paugam distingue trois grandes phases du processus de disqualification sociale : fragilité, dépendance, rupture (des liens sociaux). Les situations de pauvreté étant évolutives, passer de l'une à l'autre est un risque. Ne pas croire pour autant que les assistés seraient totalement en dehors de la société et passifs : « Il faut avoir conscience que l'on s'adresse à des personnes qui ont leurs propres points de vue, démarches, évolution. » ■

Des liens qui libèrent ou oppressent.

La disqualification sociale affecte toutes les sphères de la vie humaine et sociale : familiale, associative, professionnelle, citoyenne... C'est un processus à la fois diffus — chacun peut être concerné — et concentré — elle se rencontre plus chez les personnes en situation de pauvreté. « **L'être humain socialement disqualifié est à la fois vulnérable face à l'avenir et accablé par le poids du regard négatif qu'autrui porte sur lui.** »

L'individu en situation de pauvreté perd progressivement les attaches aux autres et à la société. Ce délitement des liens sociaux préoccupe aujourd'hui beaucoup. Mais attention à ne pas se limiter à leur côté positif : les liens peuvent aussi, dans certains cas, fragiliser, oppresser. C'est en apportant aux personnes de la protection et de la reconnaissance qu'ils sont des liens qui libèrent. Ces deux dimensions sont à prendre en compte dans tout accompagnement social.



Pour en savoir plus :

- La disqualification sociale, éditions PUF.
- Le lien social, PUF.
- L'attachement social - Formes et fondements de la solidarité humaine, éd. du Seuil, février 2023.

En chiffres



- Revenu fiscal moyen par foyer : 30 194 €.
- Taux de chômage : 5,5 % (6,4 % en Auvergne Rhône-Alpes)*.
- Taux de pauvreté : 10,3 % (12,7 % en AURA, 14,8 % en France métropolitaine) mais plus de 20 % à Bourg-en-Bresse, Oyonnax, Saint-Rambert-en-Bugey, Nantua, Bellignat et Ferney-Voltaire.
- Part des foyers concernés par une prestation CAF : 43 % (47 % en AURA).
- Endettement bancaire moyen : 51 128 € (46 589 € en AURA, 43 245 € en France).
- Nombre de dossiers de surendettement pour 100 000 habitants déposés en 2021 : 218 (194 en AURA, 227 en France).

* au 2^e trimestre 2022

La précarité au quotidien

Extraits des témoignages vidéo de personnes concernées par la précarité diffusés durant les Rencontres.

La survie
Avec moins de 1 500 € par mois, on survit, chaque centime compte, on ne se fait pas plaisir. La précarité est toujours là. On fait toujours attention à nos sous. Il faut compter tout le temps, mais c'est une habitude.

L'angoisse du lendemain
Dans une situation de précarité, les jours comptent. On n'a pas le temps d'attendre qu'une procédure mette un mois pour être en place. On ne doit pas voir ce qui est derrière nous, ne pas penser à demain qui peut être angoissant, mais être dans l'instant présent.

Les mots tabou
On n'utilise pas le terme pauvreté. On utilise celui de précarité avec des amis dans la même situation, mais il serait tabou de le dire avec des personnes qui sont loin de ma situation.

Avancer et cacher l'assiette
C'est très compliqué quand tu n'as rien dans ton assiette, qu'il faut avancer et le cacher. Il est très difficile d'en parler. Tes enfants, tes amis se disent "qu'est-ce que c'est que cette vie ?" Mes enfants savent qu'on n'est pas issu d'une famille riche, qu'on n'est pas riche et qu'on ne le sera jamais. Il faut avancer avec nos valeurs.

Zoom sur l'état des lieux 2022

Troisième étude menée depuis 2010 afin d'analyser l'évolution dans l'Ain et ouvrir des pistes d'action, l'enquête 2022 fait ressortir les disparités territoriales de la pauvreté et la précarité, l'accroissement des difficultés pour les plus précaires et l'apparition de nouveaux publics.

Une situation nuancée

Les indicateurs socio-économiques placent l'Ain dans les départements plutôt riches et attractifs : une population en hausse de 4,5 % entre 2013 et 2018, un revenu fiscal moyen par foyer supérieur à la moyenne régionale, des taux de chômage et de pauvreté inférieurs, un recours aux aides sociales moins important. Mais derrière cette relative prospérité, de fortes disparités existent selon les territoires. Le taux de pauvreté, par exemple, s'élève à Bourg-en-Bresse, Oyonnax, Saint-Rambert-en-Bugey, Nantua, Bellignat, Ferney-Voltaire, à plus du double de celui du département dans sa globalité.

Les effets contrastés de la crise

Si le nombre de foyers bénéficiaires du RSA a montré un pic en 2020, il est retombé en 2022 à un niveau inférieur à celui de 2016. L'emploi a augmenté de 1,2 % par rapport à celui de l'avant-crise. Est-ce à dire que la crise sanitaire n'a eu que peu d'effets ? Les associations de premier recours constatent une hausse des demandes qui ne faiblit pas. Les demandes de logement social et d'hébergement d'urgence augmentent. De plus en plus nombreux sont les travailleurs sollicitant une aide, les jeunes pris en charge par le SIAO*. La hausse des prix de l'énergie accentue les risques de fragilisation.

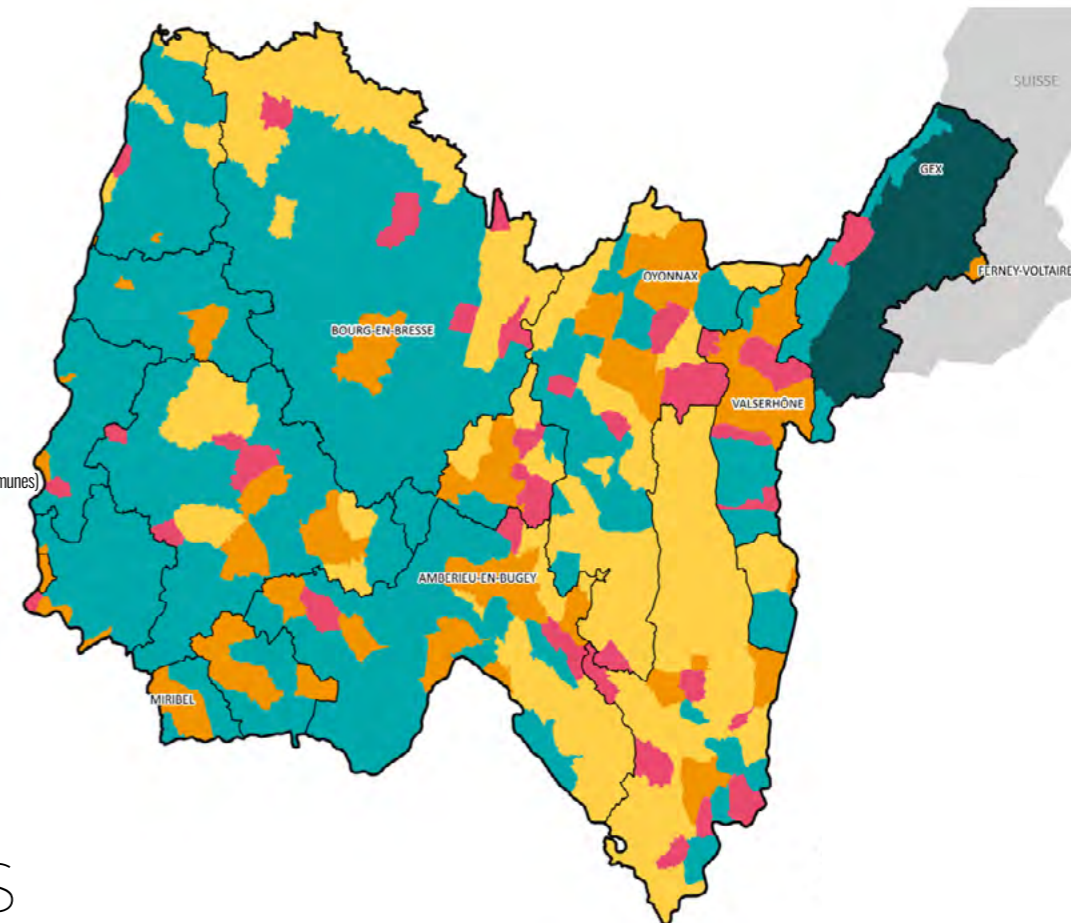
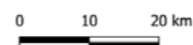
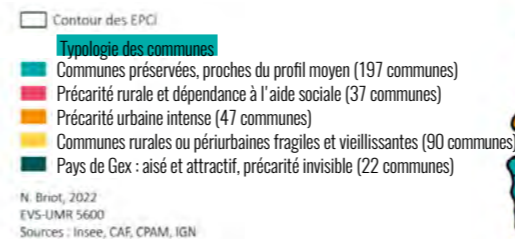
* Service intégré d'accueil et d'orientation (tél. 115), qui permet aux personnes sans abri de trouver un hébergement d'urgence.

Une précarité multiple

Les tables rondes avec les acteurs de terrain réalisées durant l'enquête ont pointé les diverses problématiques des personnes confrontées à la pauvreté et la précarité : la difficulté d'aller demander de l'aide, les problèmes de santé, de mobilité, d'accès au logement, la fracture numérique...

Face au non-recours aux droits, les acteurs du social développent « l'aller vers ». Au-delà de la pauvreté monétaire, la précarité peut être aussi affective, sociale...

Typologie de la précarité dans les communes de l'Ain (2019)



Des disparités territoriales

Entre zones urbaines et rurales, entre est et ouest du département, la pauvreté et la précarité diffèrent.

L'évolution différenciée des territoires influe sur la pauvreté. Dans les secteurs en hausse démographique, le coût du logement augmente. Dans les zones moins attractives, l'accès aux services se raréfie, pose des problèmes de mobilité, d'autant plus pour une population vieillissante. La carte de la typologie de la précarité dans les communes de l'Ain en 2019, établie à partir de 25 indicateurs statistiques*, illustre ces disparités. La majorité des communes (197 sur 393) apparaissent comme préservées, proches du profil moyen. Situées essentiellement à l'ouest, leur population croît, le taux de bénéficiaires du RSA est plus faible

ainsi que le taux de chômage, sauf celui des jeunes. À l'inverse, apparaissent des zones en précarité rurale et dépendance à l'aide sociale (37 communes), où sont surreprésentés les foyers dont plus de la moitié des ressources viennent des prestations de la Caf, ainsi que l'emploi à temps partiel. La précarité urbaine intense (47 communes) se retrouve dans la plupart des zones urbaines et leur périphérie, en Bresse, Bugey, Val de Saône, sur la Côtière et jusqu'à Ferney-Voltaire. Les taux de population précaire, de locataires, de nouveaux habitants, y sont plus forts, mais aussi celui des services. Les communes rurales ou périurbaines fragiles et vieillissantes

(90 communes), à l'est et au nord de l'Ain, ne connaissent pas une forte précarité sauf un revenu médian inférieur à la moyenne. Mais elles montrent des risques liés au déclin démographique, au taux élevé de personnes âgées, à l'ancienneté et la vacance des logements. Le Pays de Gex aisé et attractif, à la précarité invisible (22 communes), se caractérise par un taux important de hauts revenus, mais aussi une surreprésentation de l'emploi à temps partiel et des ménages ayant récemment emménagé.

* concernant la démographie, l'emploi, les revenus, le logement et les minima sociaux.

Travailleurs pauvres

Une population oubliée ?

Parfois invisible de l'action sociale, la population désignée par ce terme nébuleux de « travailleurs pauvres » vit sur le fil. Comment comprendre cette situation et quels accompagnements conviendrait-il de proposer ?

En 2022, il serait impossible de n'expliquer la pauvreté que par le prisme du chômage. À Bourg, 18 % des actifs avec un revenu salarié sont en dessous du seuil de pauvreté. L'accès à l'emploi reste-t-il un cap essentiel pour apporter ressources et reconnaissance ? Armand Rosenberg s'interroge. « **Le travail ne répond plus au risque de précarité. À l'épicerie solidaire, 37 % des ménages sont salariés.** » 5 % des travailleurs vivent avec moins de 940 € par mois, une proportion inchangée depuis 20 ans. Le constat est similaire dans les Points Conseil Budget dont 70 % des bénéficiaires sont salariés. « *Leur revenu moyen est 1 900 €. Sur le papier, on n'est pas pauvres, mais on n'y arrive pas. Ce n'est pas une notion de*

salaire, mais de coût de la vie », explique Guillaume Litaudon. Différents facteurs comme la mobilité, l'accès aux soins ou la garde d'enfants peuvent faire basculer dans la précarité. Pour Armand Rosenberg, la complexité des situations est croissante. « *Il y a besoin d'une ingénierie d'accompagnement forte pour des personnes à l'emploi.* » Parmi les hausses de charges, la question du logement dont le poids dans le budget des ménages est passé de 1/5^e il y a 20 ans à 1/3 aujourd'hui est centrale. Tous les participants constatent une fragilisation des publics. « **On devient pauvre par l'évolution des dépenses plus que par la faiblesse des recettes** », résume Thierry Clément.

Quelle visibilité pour l'aide sociale ?

Malgré la crise sanitaire, Karine Thévenard estime que les travailleurs pauvres restent peu visibles. « **Nos barèmes**

d'aide sociale les concernent peu. On cherche à les toucher du doigt, mais on a du mal à les rencontrer. » En dépit d'adaptations, les aides financières les atteignent peu. Seules celles non stigmatisantes comme pour l'achat d'un vélo électrique paraissent fonctionner. Ce constat s'expliquerait par la peur de l'indu et de la stigmatisation. Pour entrer en contact avec cette population glissant vers la précarité, mais éloignée de la culture de l'aide sociale, il conviendra de faciliter la rencontre, d'être à l'écoute et de repenser certains modèles organisationnels.

De son côté, Serge Paugam rappelle le besoin de prendre en compte la dynamique de la pauvreté, les trajectoires des personnes accompagnées. Les situations évoluent vite et l'absence de réactivité des services sociaux peut compliquer les choses. Un constat que rejoint Armand Rosenberg pour qui il faut rester agile et innovant dans ses réponses, sans jamais perdre sa « *capacité d'indignation individuelle* ». ■

**Une pauvreté multifacettes**

Serge Paugam a souligné que le recours à la seule approche monétaire pour qualifier la pauvreté est insuffisant. Cette expérience, cette souffrance impactent de nombreux domaines et conduisent à la rupture des liens sociaux. Il est nécessaire de prendre en compte le sens que les personnes lui donnent. Dans cette optique, l'INSEE réfléchit à de nouveaux indicateurs pour mieux saisir cette pluridimensionnalité. ■

Pouvoir d'agir

Impliqués, écoutés et reconnus !

Renforcer la participation citoyenne des personnes en situation de pauvreté est une étape essentielle pour reprendre leur place dans la société. À force de rencontres, de pédagogie et de confiance, les obstacles se lèvent et l'implication du plus grand nombre est favorisée.



La question du pouvoir d'agir, défini comme la possibilité pour une personne ou une communauté de mieux contrôler sa vie, a surgi à la faveur du mouvement des gilets jaunes. Dans ce dernier, les catégories populaires étaient fortement représentées avec pour conséquence l'ouverture d'un débat sur leurs leviers d'action contre la pauvreté. Dans l'Ain, les territoires pauvres votent peu, compliquant l'inscription de ces sujets à l'agenda politique. Pour Franck Ollivon, **l'échelle d'action la plus pertinente ne serait plus macro (le politique), mais micro (entraide locale, réseau).** « *La lutte contre la pauvreté glisse d'un cadre formel vers un cadre informel, du public vers le privé.* »

Échanger et expliquer

À Ferney-Voltaire, la réflexion sur la citoyenneté a dû se construire. Moins de la moitié des 10 000 habitants sont inscrits sur les listes électorales et la participation aux élections est inférieure à 50 %. Il a fallu faire naître les conseils citoyens. Dans un premier temps, il y eut beaucoup d'appelés et peu d'élus. Même constat après

les municipales de 2020 où les nouvelles commissions consultatives ont attiré les personnes déjà impliquées dans la vie locale. « **Peu d'habitants des quartiers politique de la ville viennent et quand on va les chercher, ça ne marche pas forcément** », regrette Pierre-Marie Philipps. Il relève toutefois que d'autres instances comme le budget participatif ont attiré des publics différents, y compris des non-électeurs.

En s'appuyant sur l'expérience des groupes ressources RSA, José Ormazabal rappelle que pour contribuer à l'évolution des politiques publiques, il faut d'abord comprendre le fonctionnement du système. Un constat que rejoint Camilla Meridja à propos des conseils citoyens dont une partie des membres est tirée au sort pour rassembler des personnes variées. « **Ça marche si on prend le temps de la pédagogie, de la rencontre, de liens pour expliquer de quoi il s'agit.** »

De la reconnaissance

La recherche de l'expertise partagée et du mélange de points de vue se retrouve au Secours catholique. Différentes manifesta-

tions facilitent l'effacement de la frontière entre aidants et personnes fragiles qui peuvent valoriser leurs talents, mieux s'intégrer voire devenir bénévoles. Fondé en 2015, le collectif Soif de connaissances suit une logique similaire en regroupant quatre types d'acteurs : travailleurs sociaux, formateurs, chercheurs et personnes concernées par la pauvreté. Son but est de croiser ces expériences pour bâtir des modules de formation.

C'est à force de rencontres, de temps conviviaux pour se connaître et se comprendre que se construit la confiance. La participation au collectif est un atout pour des personnes aux parcours souvent chaotiques qui mobilisent leur vécu pour faire évoluer la posture des travailleurs sociaux. Partout, **ces mélanges de perspectives et cette participation facilitent la reconnaissance, l'égalité et le changement de regard sur les personnes fragiles**, parfois cantonnées à des représentations disqualifiantes. ■

Florence Nussbaum

Retour d'expérience

Plusieurs semaines après les rencontres, Florence Nussbaum livre quelques réflexions sur la conduite de l'étude, sur ses conclusions, ses atouts et les points complémentaires.



Quelle a été votre méthode ?

Pour actualiser les diagnostics de 2010 et 2016, nous nous sommes inspirés de leurs démarches avec des diagnostics statistiques, cartographiques et des tables rondes. Il a fallu croiser différentes informations et s'adapter à ce qui était disponible. Nous avons reçu très peu de réponses au questionnaire envoyé aux élus locaux, mais nous avons recueilli la vision d'une douzaine d'entre eux lors d'une table ronde. La nouveauté de cette étude était la place importante des entretiens avec des acteurs institutionnels et des personnes en situation de pauvreté. Ils sont très utiles, car plein de détails ne se voient pas dans les statistiques.

Y a-t-il un profil de la pauvreté dans l'Ain ?

C'est difficile à dire. La pauvreté monétaire se lit dans les données, mais est très évolutive. Des personnes passent au-dessus ou au-dessous des seuils selon les périodes. Il existe aussi la catégorie difficile à cerner des « fragiles » qui ne sont pas identifiés comme pauvres, mais que le moindre accident de parcours peut faire basculer. Avec la précarité, c'est très compliqué, car les cas de figure sont nombreux : précarité professionnelle, de logement, sociale, affective...

Comment qualifier la pauvreté dans l'Ain par rapport à d'autres territoires ?

C'est un département avec l'un des taux de pauvreté les plus faibles du pays. Le niveau de vie moyen est élevé, mais l'intensité de la pauvreté est plus forte. Les personnes sous le seuil de pauvreté sont moins nombreuses qu'ailleurs, mais plus pauvres. La géographie crée des difficultés pour les ménages précaires. Elle implique des coûts importants,

notamment pour la mobilité, malgré un marché de l'emploi dynamique. La géographie complique aussi l'égalité d'accès aux services d'aide. Il est plus difficile d'être pauvre chez les riches : lorsque peu d'habitants sont sous le seuil de pauvreté, moins de services leur sont destinés.

Y a-t-il des domaines que vous auriez souhaité approfondir ?

Le sujet et le département sont si vastes que l'on ne peut pas tout traiter dans le temps imparti ! Nous aurions voulu faire de l'observation. Être à demeure, dans une structure avec les acteurs de terrain, permet de voir des choses que l'on ne décèle pas en entretien. Nous avons intégré des personnes en situation de pauvreté dans l'étude, mais l'échantillon est modeste. De plus, entrer par les structures d'aide sociale laisse des angles morts sur le non-recours, la très grande pauvreté des personnes hors des circuits de l'aide sociale ou les « fragiles ». Il y a aussi la question de l'échelle d'analyse. Nous sommes restés au niveau du département pour donner une vision d'ensemble, sans entrer à l'échelle des territoires par une étude plus détaillée d'une commune rurale ou urbaine.

Quel regard portez-vous sur la démarche de cette étude ?

Nous sommes contents qu'Alfa3a ait sollicité des universitaires. C'est gagnant-gagnant ! Pour nous, c'est une chance à une époque où les financements pour la recherche sont difficiles à trouver. Pour le commanditaire, notre formation permet d'avoir une étude de qualité. Nous ne faisons pas de préconisations. Nous aidons à la décision en donnant des informations pour comprendre la situation. C'est très bien de voir que les acteurs concernés s'en saisissent. ■